

Lundi matin, neuf indépendantistes catalans des Comitès de Defensa de la República (CDR) ont été arrêtés lors d'une série de perquisitions en Catalogne qui, selon la Guardia Civil, auraient permis de saisir du «matériel et des substances considérées comme pouvant servir à la confection d'explosifs». En fait, du matériel trouvé dans un entrepôt de feux d'artifice utilisés lors de fêtes populaires à Sabadell la semaine dernière ! Déférés à Madrid, ils sont accusés de « sédition », « rébellion » et « terrorisme ».

Ces perquisitions et arrestations ont été ordonnées par la Audiencia nacional, haut tribunal madrilène spécialisé dans les affaires de terrorisme qui juge actuellement les douze dirigeants politiques catalans, emprisonnés depuis deux ans. Une cour de « justice » qui a succédé en 1977 au sinistre Tribunal de l'Ordre public, chargé de réprimer la contestation au régime franquiste.

Cette grossière tentative de faire passer des militants indépendantistes pour des criminels terroristes vise à justifier le verdict que la « justice » postfranquiste s'apprête à prononcer dans quelques jours contre les douze prisonniers politiques catalans accusés eux aussi de « sédition » et rébellion » pour avoir participé à l'organisation du référendum « illégal » du 1er octobre 2017 qui a voté, à une écrasante majorité, en faveur d'une république catalane indépendante de l'État espagnol. Il s'agit bien de justifier un verdict qui s'annonce lourd – ils risquent jusqu'à 25 ans de prison – et d'empêcher toute protestation et mobilisation en divisant, installant la peur et délégitimant les aspirations démocratiques à l'autodétermination des peuples de l'Etat espagnol.

Le NPA, qui soutient depuis le début le droit démocratique à l'autodétermination du peuple catalan, tient à nouveau à lui exprimer son soutien et à réclamer la libération de tous les prisonniers politiques, ainsi que l'abandon des poursuites. Nous tenons également à dénoncer la complicité de l'Union européenne et tout particulièrement du gouvernement Macron. La solidarité avec le peuple catalan est une urgence démocratique et internationaliste. Sa lutte contre la répression et les dérives autoritaires – que nous connaissons également – est la nôtre !